

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6, place de la Pyrotechnie
CS 70 004
18021 Bourges Cedex

Bourges, le 02/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/02/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAS SETEC

ZI de La Martinerie
36130 Diors

Références : /
Code AIOT : 0010002403

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/02/2024 dans l'établissement SAS SETEC implanté Lieu-dit : Les Charmes et Les Flaudis 18200 Orval. L'inspection a été annoncée le 31/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS SETEC
- Lieu-dit : Les Charmes et Les Flaudis 18200 Orval
- Code AIOT : 0010002403

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de sable exploitée par la S.A.S. SETEC aux lieux-dits "Les Charmes" et "Les Flaudis" sur le territoire de la commune de Orval est autorisée pour une durée de 15 ans sur une superficie de 4ha 49a dont 1ha 57a 73 ca exploitable par l'arrêté préfectoral n°2016-DDCSPP-172 du 1er juillet 2016.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Extraction à sec	Arrêté Préfectoral du 01/07/2016, article 2.3.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Fréquence et modalité de l'auto-surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 01/07/2016, article 9.2.1.3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Mesures périodiques	Arrêté Préfectoral du 01/07/2016, article 9.2.3	Demande d'action corrective	2 mois
4	Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance	Arrêté Préfectoral du 01/07/2016, article 9.3.2	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
5	Suivi annuel d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 01/07/2016, article 9.4.1	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
6	Extraction	Arrêté Préfectoral du 01/07/2016, article 2.3.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Principe de gestion des déchets inertes et terres résultant de l'extraction	Arrêté Préfectoral du 01/07/2016, article 5.1	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Contrôle par des organismes extérieur	Arrêté Préfectoral du 01/07/2016, article 2.3.5	Sans objet
9	Etiquetage des substances et mélanges	Arrêté Préfectoral du 01/07/2016, article 7.4.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	dangereux		
10	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 01/07/2016, article 7.4.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Extraction à sec

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2016, article 2.3.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Conduite de l'extraction
Prescription contrôlée : Le carreau de la carrière a pour cote minimale 155,5 m NGF. Le fond de fouille doit toujours se situer à au moins 1 m NGF au dessus de la cote des plus hautes eaux décennales.
Constats : Constat du 16/12/2021 : L'inspection n'a pas pu vérifier la cote du carreau de la carrière sur le plan présent sur le site (absence de données). Lors de la visite d'inspection du 13 février 2024, l'inspection des installations classées n'a pas pu vérifier que la cote du carreau de la carrière n'est pas inférieure à 155,5 m NGF ni que le fond de fouille se situe à au moins 1 m NGF au dessus des plus hautes eaux décennales car l'exploitant ne possédait pas de plan de phasage à jour. [PdC n°1] L'inspection n'a pas pu vérifier que la cote du carreau de la carrière est respectée car l'exploitant ne possédait pas de plan de phasage à jour.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'exploitation à jour afin justifier du respect de la cote de fond de fouille ainsi que des éléments d'appréciation permettant de justifier que la cote de fond de fouille se situe bien 1m au dessus de la cote des plus hautes eaux décennales afin de répondre au constat [PdC n°1] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3mois

N° 2 : Fréquence et modalité de l'auto-surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2016, article 9.2.1.3

Thème(s) : Risques accidentels, Auto surveillance des eaux souterraines

Prescription contrôlée :

En chaque point du réseau de surveillance, des échantillons sont prélevés tous les semestres (un prélèvement en période de hautes eaux et un en périodes de basses eaux).

[...].

Les mesures sont réalisées par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Le niveau piézométrique est relevé à chaque prélèvement.

Les analyses des eaux prélevées portent sur les polluants listés dans l'arrêté préfectoral.

[...].

Constats :

Constat du 16/12/2021 : L'exploitant ne réalise qu'une analyse par an sur les eaux souterraines alors qu'il doit en réaliser une par semestre. L'exploitant a présenté à l'inspection les résultats des analyses réalisées le 3 septembre 2020 et le 2 novembre 2021 par SGS. Les résultats sont corrects. Lors de la visite du 13 février 2024, l'inspection a constaté que les fréquences d'analyses semestrielles ne sont pas respectées et les résultats des analyses ne sont pas transmis. L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'au vu des résultats, il souhaiterait demander une modification des fréquences d'analyses.

[PdC n°2] La fréquence d'auto-surveillance des eaux souterraines n'est pas respectée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant respecte la fréquence d'analyse des eaux souterraines ou il sollicite une modification de cette fréquence d'analyse auprès de monsieur le Préfet du Cher afin de répondre au constat [PdC n°2] formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3mois

N° 3 : Mesures périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2016, article 9.2.3

Thème(s) : Risques accidentels, Auto-surveillance des niveaux sonores

Prescription contrôlée :

Une mesure de la situation acoustique est effectuée tous les 3 ans et dès lors que les circonstances l'exigent (notamment lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées).

Ces mesures sont effectuées par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ces contrôles sont effectués par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander.

Constats :

Constat du 16/12/2021 : L'exploitant ne réalise pas de mesure de la situation acoustique tous les 3 ans.

Lors de la visite du 13 février 2024, l'inspection a constaté que la dernière campagne de mesures de bruit a été réalisée en juillet 2014. Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'une campagne de mesure avait été réalisée le 12 février 2024.

Par courrier électronique du 19 février 2024, l'exploitant a transmis le rapport des mesures de bruit dans l'environnement. Ce rapport mentionne que les niveaux sonores en limite de propriété (point "LP1", "LP2" et "LP3") ainsi que la zone d'émergence au point "ZER1" sont conformes. Cependant, l'émergence calculée au point "ZER2" (5,5dBA) n'est pas conforme aux prescriptions réglementaires du présent arrêté.

[PdC n°3] L'exploitant ne réalise pas de mesures de la situation acoustique tous les 3 ans et les résultats des mesures ne sont pas conformes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant réalise une nouvelle mesure de la situation acoustique dans les meilleurs délais afin de répondre au constat [PdC n°3] formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2mois

N° 4 : Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2016, article 9.3.2

Thème(s) : Risques accidentels, Suivi, interprétation et diffusion des résultats

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions de l'article L. 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant établit avant la fin de chaque année un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposées au Chapitre 9.2.

Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des modifications éventuelles du programme d'auto-surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.

Il est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.

Il est adressé à l'inspection des installations classées avec le suivi annuel d'exploitation.

Constats :

Constat du 16/12/2021 : L'exploitant ne transmet pas à l'inspection des installations classées les résultats des mesures et analyses imposées par l'arrêté d'autorisation du 1er juillet 2016. L'exploitant n'établit pas et ne transmet pas le rapport de synthèse avec le suivi annuel d'exploitation à l'inspection.

Lors de la visite du 16 février 2024, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant ne transmet pas les résultats des mesures et analyses ni le rapport de synthèse avec le suivi annuel d'exploitation à l'inspection.

[PdC n°4] L'exploitant ne transmet pas les résultats des mesures et analyses et ne transmet pas le rapport de synthèse avec le suivi annuel d'exploitation à l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet les résultats des dernières campagnes de mesures et analyses réalisées ainsi que le bilan annuel 2023 afin de répondre au constat [PdC n°4] formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2mois

N° 5 : Suivi annuel d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2016, article 9.4.1

Thème(s) : Risques accidentels, Bilans périodiques

Prescription contrôlée :

Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être dressé chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage,
- les bords de la fouille,
- les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remise en état,
- l'emprise des stocks de matériaux, des terres de découvertes et des déchets inertes,
- les piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière,

<ul style="list-style-type: none"> - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, - le positionnement des fronts, - la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection. <p>Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités.</p> <p>Un plan annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, les volumes de remblais annexés, la synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année, les accidents et tout les faits marquants de l'exploitation et annexé au plan sus-nommé.</p> <p>Ce plan et ses annexes sont transmis chaque année avant le 1er février à l'inspection des installations classées.</p> <p>[...].</p>

<p>Constats :</p> <p>Constat du 16/12/2021 : L'exploitant a présenté le plan orienté à l'inspection lors de la visite. L'inspection a constaté des manquements sur ce document : les surfaces des différentes zones ne sont consignées, l'emprise des stocks de matériaux, des terres de découvertes et des déchets inertes ne sont pas identifiées. L'exploitant transmettra ce plan et ses annexes avant le 1er février à l'inspection des installations classées.</p> <p>Lors de l'inspection du 13 février 2024, l'exploitant n'était pas en mesure de présenter à l'inspection le bilan annuel de l'année 2023.</p> <p>[PdC n°5] L'exploitant n'a pas réalisé le bilan annuel de l'année 2023.</p>
--

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet le bilan annuel 2023 afin de répondre au constat [PdC n°5] formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
--

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2mois

N° 6 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2016, article 2.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Conduite de l'extraction
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation de la carrière est conduite conformément aux plans de phasage des travaux et de remise en état du site annexés au présent arrêté. Toute modification du phasage ou du mode d'exploitation doit faire l'objet d'une demande préalable adressée au préfet avec tous les</p>

<p>éléments d'appréciation.</p> <p>L'exploitant adapte les période de chantier pour éviter toute destruction d'individus d'espèces protégées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en cas de présence avérée de colonies d'Hirondelles de rivage dans des fronts d'extraction, les fronts concernés ne seront pas exploités pendant les périodes de nidification (avril à août) ; - débroussaillage des friches et fourrés en septembre-octobre.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 13 février 2024, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitation de la carrière est en avance sur le plan de phasage.</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection que le gisement serait exploité avant la fin de l'autorisation.</p> <p>L'exploitant transmettra à Monsieur le Préfet du Cher un dossier de demande de modification du phasage d'exploitation de la carrière ainsi qu'une actualisation du montant des garanties financières.</p> <p>[PdC n°6] L'exploitation de la carrière est en avance sur le phasage autorisé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet une demande de modification du phasage d'exploitation à Monsieur le Préfet du Cher afin de répondre au constat [PdC n°6] formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3mois</p>

N° 7 : Contrôle par des organismes extérieur

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2016, article 2.3.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Conduite de l'extraction</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...].</p> <p>Des organismes agréés doivent procéder à des contrôles réguliers portant notamment sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les appareils de pesage, <p>[...].</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 13 février 2024, l'inspection a constaté que la société SETEC dispose d'un pont bascule sur le site de la carrière.</p> <p>L'inspection a également constaté que ce pont bascule a été contrôlé en novembre 2023.</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection le Procès Verbal de contrôle du pont bascule réalisé le 2 novembre 2023 par la société "Minebea intec France".</p>

[PdC n°7] Pas d'écart constaté.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Principe de gestion des déchets inertes et terres résultant de l'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2016, article 5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les principaux déchets inertes et terres non polluées issues de l'exploitation de la carrière proviennent du décapage des terrains et des stériles d'exploitation.</p> <p>La carrière est entièrement décapée. La quantité de stockage maximale de déchets inertes et de terres non polluées issues de l'exploitation de la carrière est utilisée à la construction des merlons périphériques.</p> <p>L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes et les terres non polluées issues de l'activité de la carrière, utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et de l'entretien des pistes de circulation, ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.</p> <p>Les installations de stockage de déchets inertes et de terres non polluées sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation. Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; - la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; - en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; - la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; - le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de l'installation de stockage de déchets ; - les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; - en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ; - une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à l'installation de stockage de déchets ; - les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en

- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux installations de gestion de déchets provenant des mines ou carrières.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

Constats :

Lors de la visite du 13 février 2024, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant n'a pas établi de plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière.

[PdC n°8] L'exploitant n'a pas établi de plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant établit et transmet à monsieur le préfet du Cher un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière, permettant de répondre au constat [PdC n°8] formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2mois

N° 9 : Etiquetage des substances et mélanges dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2016, article 7.4.2

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des risques technologiques

Prescription contrôlée :

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et mélanges chimiques dangereux.

A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.

Constats :

<p>Lors de la visite du 13 février 2024, l'inspection des installations classées a constaté qu'aucun stockage n'est réalisé sur le site de la carrière.</p> <p>[PdC n°9] Pas d'écart constaté</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Entretien des moyens d'intervention

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2016, article 7.4.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des risques technologiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements sont maintenus en bon état, repérés, facilement accessibles, et vérifiés au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions.</p> <p>[...].</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 13 février 2024, l'inspection a constaté la présence d'extincteurs dans les locaux de la société SETEC, ces extincteurs sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection que les engins de chantier intervenant sur la carrière sont équipés d'extincteurs (pelle mécanique Volvo).</p> <p>L'inspection a constaté que les extincteurs ont été vérifiés le 7 février 2024 par la société "France Protection Incendie", la facture de ce contrôle mentionne la vérification de 9 extincteurs et l'échange de 2 extincteurs.</p> <p>Le précédent contrôle avait été réalisé en janvier 2023 par la même société.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté à l'inspection les tableaux de vérification (interne) réalisée trimestriellement.</p> <p>[PdC n°10] Pas d'écart constaté</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>